



*Périgueux le 6 septembre 2016*

Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et  
Messieurs les membres de la Commission Administrative  
Paritaire.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour une CAPD qui tient lieu aussi un peu de CTSD, puisque nous allons entériner les affectations des collègues pour tenir compte des ajustements de carte scolaire décidés par vos services. Sur les trois ouvertures actées, deux auraient pu l'être dès le mois de juin, comme nous le faisons savoir lors du dernier CDEN. Cette remarque n'est pas de pure forme, la rentrée est toujours un moment complexe pour nos collègues et leur permettre d'anticiper sur l'organisation pédagogique de leurs RPI n'est pas un luxe, juste la reconnaissance de leur professionnalité.

En cette rentrée c'est l'ensemble des collègues qui est soumis à rude épreuve. Si après les événements dramatiques qu'a connu notre pays, il est logique que nous soyons appelés à être plus vigilants encore pour la sécurité de nos élèves et de leurs familles, l'emballement médiatique et les surenchères politiques créent un climat de tension et d'inquiétude, loin d'être propice à une rentrée sereine... Pourtant, une fois de plus, nous avons su faire face, malgré la forte impression que tout repose sur nos épaules, avec bien peu d'aide des autres services de l'état et des collectivités... Pour les collègues chargé-es des directions d'école, les responsabilités s'alourdissent encore avec l'impression d'une astreinte permanente liée à la mise en place du dispositif DECADE qui impose de garder son téléphone **personnel** en permanence allumé en classe quelque soit l'activité de celle-ci. De plus la question se pose de la place de ce dispositif dans la chaîne d'alerte déjà définie et sommes nous dans l'obligation de posséder un téléphone mobile.

L'inquiétude grandit aussi quant à la pérennité des structures des écoles et des RPI : qui perdra sa direction ou son poste dans une prochaine fusion d'école ou de RPI, qui sera obligé-e de quitter son cadre de vie pour cause de restructuration ? Comment accepter dans le même temps qu'on laisse entendre qu'il en va de la réussite des élèves ? Personne n'a encore démontré une éventuelle nocivité des écoles et classes rurales sur la réussite des élèves. Si des difficultés existent elles ne sont pas de cet ordre et nos collègues vivent ce discours comme une agression supplémentaire.

Nous savons au SNUipp-FSU que la passion du métier est toujours vive pour nous et nos collègues. Mais elle ne suffit pas. Nous avons besoin qu'on nous reconnaisse dans notre professionnalité, qu'on nous donne des formations initiales et continues dignes de ce nom qui permettent réflexions et progrès dans le métier, qu'on nous donne du temps pour travailler en équipe d'école, de secteur ou de cycle. C'est pourquoi le SNUipp-FSU, au coté des collègues a lancé une campagne pour l'arrêt des APC et la ré-appropriation de ce temps. Après 3 jours nous avons déjà près de 15 000 collègues signataires...

Pour nous, la rentrée ne peut rester seulement sous le signe de la sécurité ; il est grand temps qu'on reparle pédagogie et apprentissage dans les écoles.

Les délégué-es des personnels SNUipp-FSU à la CAPD